



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CEP/AC.13/2006/3
2 février 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable

Deuxième réunion
Genève, 4-5 décembre 2006

RAPPORT DE LA RÉUNION

1. La deuxième réunion du Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable (EDD) s'est tenue à Genève les 4 et 5 décembre 2006.
2. Les délégations des pays dont le nom suit y ont participé: Allemagne, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turquie et Ukraine.
3. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) y ont aussi participé.
4. Deux organisations intergouvernementales y étaient représentées: l'Alliance mondiale pour la nature (UICN) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).
5. Le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale et le Centre régional pour l'environnement de l'Asie centrale y étaient également représentés, tout comme les centres régionaux pour l'environnement (CRE) suivants: CRE-Caucase et CRE-Russie.
6. Les organisations non gouvernementales suivantes ont assisté à la réunion: Citizens Network for Sustainable Development, ECO-Forum européen, groupement d'associations de défense de l'environnement, et Environmental and School Initiatives (ENSI).

I. OUVERTURE DE LA RÉUNION, ÉLECTION DU BUREAU ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

7. La réunion a été ouverte par M. Andreas Karamanos, Président du Comité. Celui-ci a noté avec satisfaction l'état d'avancement du plan de travail pour la période 2005-2007 (CEP/AC.13/2005/8) et s'est dit convaincu que la deuxième réunion serait fructueuse.
8. M. Kaj Bärlund, Directeur de la Division de l'environnement, du logement et de l'aménagement du territoire, de la CEE, a souhaité la bienvenue aux participants et les a félicités des progrès accomplis jusque-là dans la mise en œuvre de l'EDD. Accueillant avec satisfaction le fait qu'un large éventail de gouvernements ainsi que de parties prenantes étaient représentés à la réunion, il a noté tout particulièrement la présence de l'UNESCO, partenaire clef.
9. Le Comité directeur a adopté son ordre du jour (ECE/CEP/AC.13/2006/2).

II. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE LA CEE POUR L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

10. Des gouvernements et le secrétariat ont fait rapport au Comité sur les activités entreprises récemment (après la première réunion du Comité directeur) pour exécuter le plan de travail.
11. Les rapports des pays ont fait apparaître que les pouvoirs publics étaient manifestement enclins à donner dans leur action une place prééminente à l'EDD. Toutefois, rares étaient les pays qui avaient effectivement opéré une transition conceptuelle de l'éducation en matière d'environnement à l'EDD. Il y aurait donc là une tâche substantielle à accomplir au cours des années à venir. En ce qui concerne la traduction du document de la Stratégie de la CEE pour l'EDD dans les langues nationales officielles et la mise en place de coordonnateurs et de mécanismes consultatifs pour l'exécution de la Stratégie, la majorité des pays a confirmé que la mise en œuvre de ces mesures initiales était presque chose faite. La plupart des pays avaient pris des dispositions en vue d'introduire l'EDD dans leurs documents directifs et législatifs. Nombre de pays avaient commencé à élaborer des plans nationaux de mise en œuvre et à introduire l'EDD dans les programmes d'études et de formation à tous les niveaux de l'enseignement. Cette évolution a été considérée comme étant un progrès très important. Le manque de ressources continuait de poser de réels problèmes de mise en œuvre pour les pays en transition.
12. Bon nombre de pays avaient créé des sites Web présentant des informations ayant trait à l'EDD, et la plupart des pays appuyaient l'organisation de toutes sortes de projets et de manifestations liés à l'EDD.
13. Plusieurs exemples encourageants de coopération sous-régionale ont été recensés, notamment Action 21 pour la région de la mer Baltique ainsi que les activités dans les sous-régions de la Méditerranée, de l'Asie centrale et du Caucase, notamment l'organisation de plusieurs conférences et ateliers consacrés à l'EDD. Dans toute la région de la CEE, les organisations non gouvernementales avaient contribué à l'élaboration, à la diffusion et à la mise en œuvre de programmes d'EDD, en particulier dans le cadre de l'enseignement et de la formation extrascolaires ou parallèles. Les délégations ont été priées de fournir à l'avenir au secrétariat les renseignements voulus sur les manifestations prévues, afin de mieux assurer

l'échange d'informations. Ces renseignements pourraient être affichés sur le site Web de la CEE, dans la section relative aux manifestations («Events»). Il leur a été également demandé de fournir d'autres renseignements liés à l'EDD.

14. La Fédération de Russie a informé le Comité des principaux résultats de l'atelier consacré à la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD en Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale, qui s'était tenu à Moscou les 8 et 9 novembre 2006. Les participants à l'atelier avaient adopté une résolution dans laquelle ils recensaient les principaux problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de la Stratégie et proposaient plusieurs activités prioritaires pour la sous-région, notamment l'organisation de séminaires annuels à l'intention des parties prenantes et des coordonnateurs nationaux; une formation s'adressant aux coordonnateurs et autres décideurs nationaux, des programmes conjoints de recherche et d'échange; un catalogue numérique des ressources disponibles pour l'EDD et la création d'un forum de discussion sur le site Web de la CEE (initialement en russe, une extension à toute la région de la CEE étant possible à terme). En outre, les participants avaient décidé d'établir un rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie dans la sous-région, qui compléterait le rapport sur le progrès de son exécution dans la région de la CEE. Le Comité a accueilli avec satisfaction les résultats de l'atelier de Moscou et a décidé d'examiner les demandes des participants en même temps que celles qui avaient été faites à l'atelier sur la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD en Europe du Sud-Est (tenu à Athènes le 28 novembre 2005), dans le cadre du plan de travail pour la deuxième phase d'exécution de la Stratégie.

15. Le secrétariat a fait rapport au nom de la CEE et de l'UNESCO sur l'élaboration d'une compilation de bonnes pratiques. La collecte de bonnes pratiques destinées à être publiées sur papier avait été achevée, et les textes étaient en cours d'édition et de traduction. La date limite pour la collecte des bonnes pratiques destinées à être publiées sous forme électronique (CD-ROM) était fixée au 1^{er} février 2007. Les bonnes pratiques destinées à être publiées sur le site Web seraient collectées en permanence. Les pratiques qui seraient soumises pour publication sous forme de CD-ROM et sur le site Web ne feraient pas l'objet d'une traduction. Le secrétariat a accueilli avec satisfaction la participation active des gouvernements et des parties prenantes à cette activité ambitieuse.

III. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE: INDICATEURS ET PRÉSENTATION DE RAPPORTS

16. M. Roel van Raaij, Président du Groupe d'experts, a fait rapport sur les progrès accomplis dans l'élaboration d'indicateurs (voir les documents ECE/CEP/AC.13/2006/5 et Add.1, ainsi que l'exposé PowerPoint sur ce sujet (www.unecce.org/env/esd/SC.Meet.htm)) et a présenté au Comité la version définitive de l'ensemble d'indicateurs, pour approbation.

17. Les participants ont formulé des observations au sujet des indicateurs. Ils ont reconnu que les indicateurs de «contribution» étaient plus nombreux que les indicateurs de «production» et de «résultat», imputant ce fait à la difficulté qu'il y avait à mesurer ces derniers. En outre, les indicateurs étaient censés être axés sur l'éducation au développement durable et non sur l'éducation à l'environnement ou sur le développement durable en tant que tels. Certains participants ont insisté sur l'importance de critères qualitatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie.

18. Le Comité a accueilli avec satisfaction l'excellent travail fait par le Groupe d'experts et a approuvé l'ensemble d'indicateurs¹.

19. Le Comité a décidé de reconduire le Groupe d'experts dans ses fonctions jusqu'à la fin de 2008² et l'a prié d'entreprendre les tâches suivantes:

a) Revoir l'ensemble d'indicateurs, selon qu'il conviendrait, après l'essai pilote de présentation de rapports et eu égard aux indications fournies par les pays au sujet de l'opérabilité et de la faisabilité des indicateurs et des renseignements demandés dans les rapports;

b) Eu égard aux résultats pertinents de l'atelier de Moscou, étudier la possibilité d'élaborer des critères qui permettraient d'évaluer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD dans les pays de la région, sur la base des indicateurs et des exemples donnés par les pays au secrétariat de la Commission.

20. Le Comité s'est déclaré très favorable à l'essai pilote de présentation de rapports, voyant là un moyen d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie et d'éprouver l'opérabilité des indicateurs. Il a engagé les gouvernements à utiliser les indicateurs et à soumettre leurs rapports à temps au secrétariat afin qu'il soit possible de procéder avec efficacité à l'établissement du rapport sur le progrès de la mise en œuvre de la Stratégie.

IV. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

21. Le secrétariat a fait rapport sur l'utilisation des fonds et a pris note avec satisfaction de toutes les contributions reçues, soulignant que celles-ci avaient facilité le processus de mise en œuvre au niveau régional. Le Président a appelé l'attention des participants sur un plan de contributions volontaires arrêté à la Réunion de haut niveau de Vilnius et les a informés des principaux résultats d'une «réunion de donateurs», organisée parallèlement à la deuxième réunion du Comité. Les participants ont également été informés des contributions reçues et annoncées après la première réunion du Comité directeur (13 et 14 décembre 2005). Des contributions au Fonds d'affectation spéciale de la CEE (exprimées en dollars des États-Unis) avaient été versées par les pays suivants: Allemagne (25 706), Belgique (2 369), Canada (8 790), Croatie (2 352), Estonie (1 000), France (6 428), Géorgie (1 028), Hongrie (2 000), Norvège (14 618) et Pays-Bas (22 974). Certains pays avaient fourni des contributions en nature: les Pays-Bas et l'Autriche avaient organisé des réunions du Groupe d'experts des indicateurs; les Pays-Bas avaient en outre mis à disposition un consultant pour la rédaction d'un rapport sur le progrès de la mise en œuvre de la Stratégie; la Fédération de Russie avait organisé

¹ La Finlande a informé le Bureau et le secrétariat après la réunion qu'elle avait décidé de retirer les réserves d'examen qu'elle avait formulées initialement à la réunion en ce qui concerne l'approbation des indicateurs. Elle a demandé que le Groupe revoie les indicateurs de «production» et de «résultat» (notamment l'indicateur 2.1 et le sous-indicateur 2.1.2) dans le cadre de son mandat (tâche 1), tel qu'approuvé par le Comité directeur.

² Sous réserve que le Comité directeur soit lui-même reconduit dans ses fonctions à la séance consacrée à l'EDD, lors de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (qui doit avoir lieu à Belgrade, du 10 au 12 octobre 2007).

à Moscou l'atelier sous-régional pour les pays d'Europe centrale, du Caucase et d'Asie centrale. Les pays ci-après avaient annoncé des contributions: Autriche (2 000 euros), France (15 000 euros), Lituanie (1 500 euros), Suède (200 000 couronnes suédoises) et Grèce (7 000 euros pour 2006 et 7 000 pour 2007). Le Canada, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas et la République tchèque ont exprimé leur intention de fournir un appui financier.

22. Le Comité a souligné l'importance d'un financement stable et prévisible pour une application efficace de la Stratégie et s'est déclaré préoccupé par le fait qu'il n'était pas possible d'utiliser pour le programme de l'EDD des fonds du budget ordinaire de l'ONU. Le Comité a décidé de porter à l'attention des Ministres, à la Conférence de Belgrade, la question d'un financement par le budget ordinaire de l'Organisation.

V. CONTRIBUTION À LA SIXIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE «UN ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE»

A. Dernières informations sur les travaux du Groupe de travail composé de hauts fonctionnaires

23. Le Président a évoqué la proposition initialement présentée au Groupe de travail par le Bureau, relative à un débat sur l'EDD, qui aurait lieu lors de la Conférence de Belgrade (ECE/CEP/AC.11/2006/7), et a informé les participants des résultats pertinents des travaux de la deuxième et de la troisième réunions du Groupe de travail (juin et octobre 2006).

23. Après un large débat, le Groupe de travail composé de hauts fonctionnaires est convenu que le débat conjoint sur l'EDD devrait être inscrit à l'ordre du jour de la Conférence de Belgrade. Faute de temps, la durée prévue du débat plénier avait été ramenée à deux heures et celle de la manifestation parallèle, qui devrait avoir lieu à l'heure du déjeuner le premier jour, à une heure et demie. À sa troisième réunion, le Groupe de travail a confirmé ces décisions sans les modifier.

B. Conclusions des consultations du Bureau

24. Conformément au mandat qu'il avait reçu du Comité directeur, le Bureau a donné suite à ces modifications de la proposition initiale et a tenu de nouvelles consultations sur la question par courrier électronique. Les membres du Bureau et les observateurs qui avaient participé aux consultations étaient tombés d'accord pour proposer que le débat officiel ait pour thème «Learning from Each Other: Achievements, Challenges and the Way Forward» (Apprendre les uns des autres: les progrès accomplis, les difficultés rencontrées et la voie à suivre) et la table ronde informelle, «Energy in relation to ESD» (L'énergie et l'EDD).

25. Le Comité a accepté la proposition du Bureau et modifié l'intitulé du thème de la table ronde informelle, qui devenait «ESD in addressing energy production and consumption» (L'EDD dans la production et la consommation d'énergie).

C. Projet de déclaration des ministres de l'environnement et de l'éducation

26. Le Président a informé les participants que le secrétariat avait reçu communication d'un certain nombre d'observations au sujet du projet de déclaration initial et qu'ils pouvaient se procurer la version modifiée afin de l'examiner. Le Comité directeur a estimé qu'il devait être

reconduit dans ses fonctions jusqu'à la fin de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable et a décidé d'en tenir compte dans le projet de déclaration ministérielle. Le Comité a examiné et encore modifié le texte de la déclaration à la deuxième réunion. Il a été décidé que les délégations pourraient formuler avant le 1^{er} février 2007 de nouvelles observations au sujet du projet de déclaration. Le Bureau établirait ensuite le projet final, à sa réunion du 19 février 2007, puis le ferait tenir aux membres et observateurs du Comité directeur. Cette dernière version serait présentée à la Conférence de Belgrade pour adoption.

D. Programme d'assistance

27. Le Président a présenté un document informel sur un programme d'assistance axé sur une meilleure application de la Stratégie de la CEE pour l'EDD («Learning from Each Other: Assistance Programme to Enhance Implementation of the UNECE Strategy for ESD») et a donné aux participants quelques indications sur la manière dont se déroulerait l'élaboration de ce document. Dans leurs observations au sujet de la déclaration ministérielle, plusieurs gouvernements ont demandé des précisions sur la nature et la portée d'un éventuel programme d'assistance. L'idée en avait été lancée à l'atelier d'Athènes, qui avait réclamé l'élaboration d'un programme pour la région de l'Europe du Sud-Est. Ensuite, à la première réunion du Comité directeur, les gouvernements avaient confirmé qu'ils étaient disposés à mettre en commun des données d'expérience et des ressources en vue de s'aider les uns les autres à mettre en œuvre la Stratégie. À la deuxième réunion du Bureau (février 2006), il avait été suggéré que la région de la CEE devienne un «lieu d'apprentissage», de sorte que les États membres et les parties prenantes «apprennent les uns des autres». Lors de l'atelier tenu récemment à Moscou à leur intention, les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale avaient proposé plusieurs activités prioritaires pour lesquelles ils demandaient un appui. Le secrétariat avait donc pris l'initiative, en consultation avec le Président, d'établir un premier projet de programme d'assistance qui serait soumis au Comité directeur pour examen. Il s'agirait d'une première tentative de présenter d'une manière concise et ciblée les différentes priorités et idées avancées par les gouvernements et les parties prenantes. Comme il n'avait disposé que tardivement de ce document, le Comité a été invité à exprimer ses vues sur l'idée d'élaborer un programme d'assistance plutôt qu'à débattre essentiellement de la teneur du programme.

28. Le Comité a accueilli favorablement le principe d'un programme d'assistance et est convenu qu'un tel programme offrirait des possibilités importantes d'améliorer l'échange de données d'expérience et fournirait en quelque sorte une feuille de route de la coopération dans la région de la CEE pendant la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable. Le Comité a décidé d'en refléter l'idée dans la déclaration ministérielle et de la relier au futur plan de travail. Il a chargé le secrétariat d'entreprendre une étude des besoins spécifiques des gouvernements des pays membres de la CEE en ce qui concerne la mise en œuvre de l'EDD, outre ceux qui étaient déjà mentionnés dans la Stratégie et ceux qui avaient été repérés par les ateliers sous-régionaux des pays d'Europe du Sud-Est ainsi que d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. Il serait tiré de cette liste un document d'information qui serait présenté à la Conférence de Belgrade pour information puis utilisé comme base d'un plan de travail pour la période au-delà de 2007. Le plan de travail serait examiné par le Comité directeur à la réunion qu'il prévoyait provisoirement de tenir en 2008.

E. Présidents du débat officiel et de la table ronde informelle

29. Suite à l'offre faite par la Grèce et la Serbie, le Comité est convenu que la Grèce présiderait le débat officiel et la Serbie, la table ronde informelle. Le Comité a chargé le Bureau de donner suite, avec l'appui du secrétariat, aux propositions d'intervenants à la table ronde (trois représentants des gouvernements et deux représentants des parties prenantes) et a demandé aux gouvernements et à l'ECO-Forum européen de proposer des personnes au secrétariat au plus tard le 1^{er} février 2007.

30. Le Président a engagé les gouvernements à participer activement à la Conférence de Belgrade et a souligné que le débat conjoint offrirait un bon exemple de coopération entre le secteur de l'environnement et celui de l'éducation, ainsi qu'entre toutes les parties prenantes intéressées. En outre, ce débat montrerait comment pourrait fonctionner dans la pratique une action intégrée, et servirait d'exemple pour d'autres secteurs. Qui plus est, le débat apporterait une contribution à l'évaluation de la première phase de la mise en œuvre du programme de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable dans la région de la CEE.

VI. INTERACTIONS ENTRE LE PROCESSUS ENGAGÉ PAR LA CEE ET D'AUTRES ACTIVITÉS D'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AVANTAGES MUTUELS QUE L'ON POURRAIT EN TIRER

31. Dans leurs déclarations, les participants ont appuyé énergiquement le renforcement des effets de synergie entre la Stratégie de la CEE et les activités d'éducation au développement durable engagées dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD, de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe, de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable et de la Commission du développement durable de l'ONU. L'Italie a donné à la réunion des indications sur les travaux de l'équipe spéciale de l'éducation à des modes de consommation durables, qui avait été établie dans le cadre du processus de Marrakech et qu'elle dirigeait. L'ECO-Forum européen a informé les participants des activités liées à l'EDD qu'il menait. L'Allemagne a annoncé l'ouverture prochaine d'une foire de l'éducation (27 février-3 mars 2007), qui comporterait une section consacrée à l'EDD et l'organisation, en mai 2007 pendant la présidence allemande de l'Union européenne, de futures conférences consacrées à l'EDD. La France a informé les participants d'une conférence sur les questions de développement durable qu'elle entendait organiser en octobre 2008, pendant la présidence française de l'Union européenne. Le Kirghizistan a donné quelques indications au sujet de la cinquième Conférence internationale des pays d'Asie centrale sur l'EDD, qui s'était tenue en octobre 2006. L'ENSI a informé les participants de son projet relatif à l'élaboration de critères qualitatifs de l'application de l'EDD.

VII. CALENDRIER DES RÉUNIONS

32. Le Bureau a tenu sa troisième réunion le 5 décembre 2006 (après la réunion du Comité directeur), sa quatrième réunion étant prévue pour le 19 février 2007. La prochaine réunion du Comité directeur est prévue provisoirement pour le printemps 2008.

VIII. CONCLUSIONS DU PRÉSIDENT ET CLÔTURE DE LA RÉUNION

33. Le Président a récapitulé les décisions prises à la réunion et les principales questions qui avaient été soulevées au cours des débats. Le Bureau et le secrétariat ont été priés de donner suite aux décisions du Comité directeur. Le secrétariat a été invité à établir la version définitive du rapport et de la liste des participants, à diffuser auprès des délégations après la réunion. Le Président a remercié tous les participants de leurs contributions constructives et a prononcé la clôture de la réunion.

Note

On trouvera le texte des interventions sur le site Web de la CEE www.unece.org/env/esd/SC.Meet.htm. Pour plus de renseignements sur les manifestations, voir www.unece.org/env/esd/events.htm.
